

## Recommandations et propositions adoptées au conseil fédéral des 26, 27 et 28 mai 2004

### Point 5. Conjoncture et grève politique

Que le conseil fédéral de la FNEEQ invite au ralliement ses syndicats qui se sont prononcés contre le déclenchement d'une grève générale politique et convie les syndicats qui ne se sont pas encore prononcés à engager le processus de consultation dans les plus brefs délais.

### Point 8. Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial

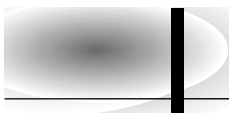
#### 8.1 *Mémoire*

Que la réunion du conseil fédéral entérine l'adoption par le bureau fédéral du mémoire *Pour le droit à l'éducation et l'avenir du Québec : les cégeps, irremplaçables !*

#### 8.2 *Plan d'action*

Que la réunion du conseil fédéral invite les syndicats de la FNEEQ à appuyer le plan d'action de la Coalition pour le maintien des cégeps :

- § en continuant à faire circuler le plus largement possible la pétition;
- § en soumettant à la FNEEQ des noms de personnalités publiques qui accepteraient de s'associer à cette coalition;
- § en participant au rassemblement parallèle au Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial le 9 juin 2004 à Québec.



**Point 10. États financiers au 31 décembre 2003**

*10.1 Fonds général*

Que la réunion du conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds général et adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2003.

*10.2 Fonds de négociation*

Que la réunion du conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds de négociation et adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2003.

*10.3 Fonds des assurances*

Que la réunion du conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds des assurances et adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2003.

**Point 11. Don**

Que la réunion du conseil fédéral accorde le don suivant :

*L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) ..... 1 000 \$*

**Point 12. LEUCAN**

Que la réunion du conseil fédéral recommande aux syndicats de la FNEEQ d'appuyer la campagne de financement du camp Leucan-CSN par des dons et par la promotion de la vente de chandails.

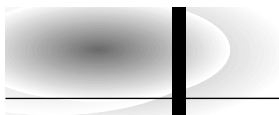
**Point 13. Questions de privilège**

*1. Mohamed Cherfi*

ATTENDU la répression sélective dont est l'objet l'enseignant d'origine algérienne Mohamed Cherfi par les autorités;

ATTENDU les circonstances particulièrement révoltantes de sa déportation;

ATTENDU que la lutte contre la déportation de Mohamed entre maintenant dans une phase cruciale;



Que la réunion du conseil fédéral de la FNEEQ joigne sa voix à l'ensemble des autres groupes religieux, démocratiques, politiques et syndicaux et réclame le retour immédiat de Mohamed Cherfi au Québec.

Que les syndicats adhérant à la FNEEQ soutiennent les activités du Comité de solidarité avec Mohamed Cherfi (pétitions, distributions de tracts, invitations aux instances, soutien financier, etc.).

### *2. Colombie-Britannique et Terre-Neuve*

ATTENDU que les gouvernements ont de plus en plus tendance à éponger leurs déficits au détriment des travailleuses et des travailleurs, comme ce fut le cas récemment avec les employé-es de l'état de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve ;

ATTENDU que le recours à des lois spéciales de retour au travail devient de plus en plus l'outil privilégié par les gouvernements pour régler les conflits de travail et que cette pratique remet en cause les droits de toutes les travailleuses et travailleurs ;

ATTENDU que le recours à la privatisation semble devenir une pratique généralisée par les gouvernements ;

Que la réunion du conseil fédéral :

§ appuie les travailleuses et les travailleurs de la santé de Colombie-Britannique et les fonctionnaires de Terre-Neuve ainsi que leurs organisations syndicales dans la lutte contre les gouvernements provinciaux qui leur ont imposé des lois spéciales de retour au travail qui briment d'une manière brutale leurs droits syndicaux;

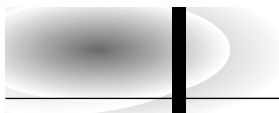
§ mandate le comité exécutif de la FNEEQ pour transmettre, aux gouvernements concernés, l'indignation des syndicats présents au conseil fédéral face aux attaques inadmissibles qu'ils ont fait subir à leurs employées et employés.

### *3. Salvador*

Que la FNEEQ et ses syndicats membres exigent :

§ la libération immédiate du secrétaire général Ricardo Monge du STISS et du dirigeant syndical Javier Antonio Ayala, ainsi que de toutes celles et ceux qui sont détenus injustement dans les prisons au Salvador;

§ la cessation des mesures répressives envers les travailleuses et les travailleurs sous couvert de



la lutte contre le terrorisme;

§ et le respect des accords de paix ayant mis fin à la guerre au Salvador.

#### *4. Syndicat des travailleurs de Nova PB*

Que la réunion du conseil fédéral appuie la lutte du *Syndicat des travailleurs de Nova PB*, lui octroie un don de 1 000 \$ et invite ses syndicats à appuyer leur lutte et à verser une contribution financière au syndicat.

#### *5. Syndicat des travailleuses et des travailleurs du Marriott Château Champlain*

Que la réunion du conseil fédéral appuie la lutte du *Syndicat des travailleuses et des travailleurs du Marriott Château Champlain*, lui octroie un don de 1 000 \$ et invite ses syndicats à appuyer leur lutte et à verser une contribution financière au syndicat.

#### *6. Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Urgel Bourgie*

Que la réunion du conseil fédéral appuie la lutte du *Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Urgel Bourgie*, lui octroie un don de 1 000 \$ et invite ses syndicats à appuyer leur lutte et à verser une contribution financière au syndicat.

### Point 17. Vie syndicale

Que la réunion du conseil fédéral de la FNEEQ mandate le comité précarité, sous la supervision du comité exécutif, pour organiser un colloque sur la vie syndicale à l'automne 2004.

### Point 18. ATTAC-Québec

Que la réunion du conseil fédéral invite les syndicats de la FNEEQ :

§ à faire écho au travail du groupe d'ATTAC-Québec dans leur institution ;

§ à appuyer la campagne pour faire des municipalités au Québec des « zones hors AGCS ! » ;

§ à leur accorder un appui financier.

